

2 Politique

Après les résultats des locales/Analyse La nouvelle configuration

Lin-Joël NDEMBET

Libreville / Gabon

LES résultats des élections locales du 6 octobre dernier ont dessiné la nouvelle configuration des conseils municipaux et départementaux à dominance Parti démocratique gabonais (PDG), qui totalise un peu plus de 1 300 élus sur l'ensemble des 2 370 circonscriptions, ses alliés et les partis de l'opposition se partageant le reste.

Avec cette majorité écrasante, le parti d'Ali Bongo Ondimba est au moins sûr d'administrer la quasi-totalité des municipalités et conseils départementaux, et plus précisément les principales villes et départements du pays.

A Libreville, il détient à lui seul un peu plus de 50% des sièges du conseil communal, sans y être contraint de compter sur l'apport d'autres forces politiques pour le diriger. Comme dans le conseil municipal sortant, à la suite d'un accord de cogestion ayant peu ou prou bien fonctionné cinq ans durant, à l'origine du chantage permanent auquel s'est livré le Centre des libéraux réformateurs (CLR), le principal allié de l'époque au sein de la majorité municipale.

Il y a cinq ans de cela, face à une opposition bien plus forte et plus structurée raflant des sièges dans les 1er, 2e, 5e et 6e arrondissements, le parti au pouvoir avait eu bien plus de peine que lors du scrutin du 6 octobre dernier à l'issue duquel il a fait une véritable razzia. Celle-ci est effective dans les autres grandes communes du pays que sont Port Gentil, Franceville, Makokou, Akanda, Owendo, Koula-Moutou. Il dispose de la majorité absolue, s'ils ne sont pas seuls dans certains conseils communaux.

Dans la capitale économique souvent frondeuse, il faut dire que même si les "Pdgistes" étaient à la tête de la mairie centrale, l'affrontement épique auquel on s'attendait surtout après la présidentielle de 2016, n'a pas vraiment eu lieu. Il n'y a guère eu match. La majorité sortante a totalisé plus de 80% des sièges quand RHM, le PDS avec respectivement 3% ne feront que de la figuration dans une telle assemblée.

Il n'empêche que dans «la ville de Sable» et surtout à Koula-Moutou, où l'ancien parti unique enregistre un net recul sur sa terre natale avec 62% des élus, les conseils communaux seront bien plus colorés que ceux de Franceville et de Makokou.

Dans ces deux villes, il y règne sans partage, puisque détenteur de 90% de sièges. Ce fort pourcentage n'est nullement une surprise par rapport au conseil sortant. Celui-ci confirme «Masuku» comme une citadelle imprenable, un de ses bastions dans le Haut-Ogooué.

Il s'agit également d'une suprématie qui se concrétise au fil des élections dans cette localité ogivine.

Dans la commune de Lambaréné, les "Pdgistes" avec leurs 58% pourront aisément présider aux destinées de la ville de "Schweitzer" sans risque de subir les assauts de la coalition RHM-UN ainsi que LD qui totalisent un peu plus de 30%.

Il reste que Mouila, Tchibanga, Oyem, chefs-lieux respectifs de la Ngounié, la Nyanga et du Woleu-Ntem, qui comptent une forte population, ne sont pas très favorables au parti du président de la République. La bataille pour la gestion de ces communes respectives sera épique. Tout se jouera sur les alliances. Dans la première citée, les partis Les Démocrates et RHM peuvent constituer un front avec 24 et 11%, en espérant que l'Adère de Divungi s'associera à eux pour faire barrage au PDG. Lequel devrait lorgner les 9% des So-



L'Hôtel de Ville de Libreville sera encore aux mains du PDG.



Une vue de l'Hôtel de Ville de Port-Gentil.

ciaux-démocrates gabonais (SDG), qu'on présente comme proches de la majorité. Dans cette ville, s'affrontent des anciens «camarades» davantage propulsés au-devant de la scène lors de ce scrutin.

ALLIANCES • Cette cartographie n'est pas très différente de celle de Tchibanga. Dans un mouchoir de poche, le parti de «masse» avec ses 46% devra compter sur la liste RV/PGCI (7%) pour contrôler la mairie de Mougoutsi.

La donne est toujours aussi complexe à Oyem pour le PDG. Fort de ses 46% de sièges, il doit s'appuyer sur la liste des indépendants qui représentent 26% pour couper l'herbe sous le pied de l'Union nationale et ses 28%. Ce qui n'est guère acquis dans un contexte où les alliances se nouent et se dénouent au gré des intérêts de chacune des forces en présence.

Dans l'ensemble, le parti majoritaire doit sa recomposition locale à sa meilleure organisation et à la mobilisation de ses troupes. Une stratégie bien mieux élaborée. Car, ces dernières, à la différence du scrutin précédent, se sont montrées plus soudées, mettant de côté leurs querelles intestines et guerres de leadership pour éviter de nuire à l'indispensable cohésion

dont leur formation avait besoin pour remporter cette consultation.

En revanche, l'opposition fait naturellement les frais de la posture de Jean Ping ayant brouillé le message de ceux qui voulaient aller aux urnes et de son manque d'unité. D'ailleurs, Alexandre Barro Chambrier n'avait pas moins regretté, dans un entretien paru chez un confrère, l'absence de volonté d'unité qui les avait animés en 2016 pour mettre leurs ego de côté. «Nous avions la possibilité de rester unis. C'était faisable, mais nous n'y sommes pas parvenus», avait déploré le président du RHM. Ainsi sur le terrain, ses adversaires ont envahi ses terres, utilisant aussi bien les mêmes procédés que des moyens bien plus importants. Au point qu'elle n'a pas su faire de l'insalubrité à Libreville et ses environs, un argument de contre-campagne face aux sortants, dont la responsabilité, il faut le reconnaître, n'est pas forcément engagée dans la gestion pour le moins chaotique du dossier Averda.

PERSPECTIVES • Résultat des courses : ce groupement constitué des partis RHM, UN, LD, pour ne citer que les plus en vue, enregistrent un nombre relativement moins élevé d'élus dans les différents conseils au

sein de ces différentes localités. A Libreville, la coalition RHM et UN atteint 23%. Elle est un peu plus présente à Lambaréné, mais quasiment absente dans la capitale économique avec 3% (RHM).

Le parti de Guy Nzouba Ndama, en bien meilleure position, et les autres espèrent bien diriger les mairies de Mouila, Tchibanga et autres dans l'escarcelle de l'opposition.

Ces différentes perspectives renvoient aux tractations engagées par les forces politiques et autres acteurs pour finaliser la recomposition politique au niveau communal que national. Ce d'autant que se jouent aussi les prochaines sénatoriales et même certains sièges de députés encore en ballottage.

Au demeurant, outre la présence moins marquée des élus de l'opposition au sein des conseils, le CLR bien qu'ayant perdu des plumes reste en vie à Libreville et dans d'autres localités avec plus de 60 élus. D'autres forces telles que RV et SDG estampillées de la majorité émergent. Quand le PDS de Ndaot, Démocratie nouvelle de Ndemezo'Obiang sont incapables d'avoir une représentation «honorabile» au sein des entités territoriales au sortir de ces consultations.